



NON A LA SUPPRESSION DE 7 CASERNES DE SAPEURS POMPIERS

La **SECURITE** des habitants de Courseulles-sur-Mer, Ver-sur-Mer, Bernières-sur-Mer et des communes avoisinantes est **EN DANGER**.

Le Service public des Sapeurs-Pompiers de Courseulles-sur-Mer (SDIS) est confronté à une diminution des moyens en véhicules et en personnel.

C'EST INACCEPTABLE !

**Rendez-vous devant la caserne
des Sapeurs-Pompiers de Courseulles-sur-Mer**

SAMEDI 30 MAI 2015 à 15H00 pour dire :

NON au retrait des véhicules :

Camion pompe-tonne et secours routier, camion échelle automotrice, camion citerne feux de forêt, véhicule de désincarcération.

NON à la diminution du personnel sapeurs-pompiers.

ORGANISONS-NOUS !

Dès le 30 mai, nous désignerons une délégation auprès des nouveaux élus du Conseil Départemental pour exiger l'arrêt de la casse du service public des Sapeurs-pompiers dans le Calvados. Ce sont 7 casernes qui risquent de disparaître : Saint-Rémy-sur-Orne, Landelles-et-Coupigny, Le Tourneur, Caumont-l'Eventé, Bonneville-la-Louvet, Amfreville et Grandcamp-Maisy.

**VENEZ NOMBREUX : IL Y A LE FEU !
VOTRE SECURITE DEPEND DE VOTRE
MOBILISATION COLLECTIVE !**



REDUCTION DES BUDGETS DES SERVICES PUBLIC : CA SUFFIT !

LA SECURITE N'A PAS DE PRIX

L'argument que le gouvernement comme les conseils départementaux, régionaux mettent toujours en avant pour justifier le démantèlement de tous les services publics, comme celui des Sapeurs-Pompiers, est toujours le même : les contraintes budgétaires, les économies, la dette. C'est intolérable ! D'autant que des vies sont en jeu.

ASSEZ !

Cette destruction des services publics au nom d'une logique comptable n'aura jamais de fin, et coûtera très cher : ce sont des services privés qui vont être proposés aux citoyens... qui auront les moyens de les payer ! C'est la même logique qui réduit les moyens des hôpitaux publics, et dont les fonctionnaires comme les citoyens font les frais.

Les principaux partis, l'un après l'autre, d'un commun accord, et en complicité avec tous les autres partis, n'exercent leur pouvoir que pour organiser l'appauvrissement des services publics pour les faire disparaître. Ils se soumettent à la logique des marchés financiers sur les budgets publics, système verrouillé par l'Union européenne, ses institutions et ses traités, notamment le traité de Lisbonne. Pourtant Il y a dix ans, en 2005, lors du référendum sur le TCE, les Français ont dit NON. Leur vote a été trahi. La souveraineté du peuple français a été bafouée.

Le gouvernement comme les partis politiques complices de cette trahison ne sont donc pas légitimes lorsqu'ils invoquent aujourd'hui l'argument budgétaire, la dette publique, et les politiques d'austérité qu'ils nous imposent. Ils sont pleinement responsables des politiques qu'ils ont choisi de mener contre la volonté du peuple français !

Aujourd'hui pour nous c'est toujours NON !

M'PEP FEDERATION CALVADOS

Tel : 06 78 02 33 63 - courriel : fed14@m-pep.org

Plus d'info sur www.m-pep.org